

Les conservateurs et les néo-démocrates font de la surenchère pour savoir qui proposera le plus gros déficit grâce à une augmentation démesurée des dépenses de l'État et à une réduction considérable de ses revenus au moyen d'abattements fiscaux. Ces mesures mèneraient le Canada au désastre économique si le gouvernement consentait à les adopter ou si, par quelque malheur, on lui donnait la possibilité de les mettre en pratique.

En ce qui concerne l'inflation, les partis de l'opposition ont pendant longtemps accablé le gouvernement chaque fois que les prix montaient, reconnaissant en cela que l'inflation était un problème national grave. Cependant, ils se sont opposés à presque toutes les mesures adoptées par le gouvernement pour s'attaquer à ce problème; ce sont ces mêmes mesures que l'Organisation pour la Coopération et le Développement économique et le Fonds monétaire international ont récemment encouragé les gouvernements à adopter.

Je voudrais citer certaines des mesures dont l'OCDE a recommandé l'adoption aux pays en lutte contre l'inflation pendant les douze à dix-huit mois à venir:

Tous les pays membres devraient avoir pour objectif de rétablir au moins le degré de stabilité des prix accompagné dans le passé par un niveau d'emploi et de croissance économique soutenable. A cette fin, il est nécessaire d'introduire une certaine prudence dans les politiques de gestion de la demande. Il y a lieu d'éliminer l'excédent de la demande et les gouvernements doivent être prêts, si besoin est, à accepter une réduction temporaire du taux d'activité jusqu'à ce que se manifeste une meilleure stabilité des prix.

Je crois que le Canada se trouve dans cette position. D'autres pays n'y sont pas encore parvenus. Je poursuis la citation:

Quand le chômage atteint des niveaux inacceptables, il serait bon d'envisager une intervention sélective dans les secteurs à chômage élevé plutôt que d'augmenter sans discernement les dépenses publiques ou d'accorder des allègements fiscaux généraux. Dans le cadre de restrictions fiscales d'ensemble judicieuses, il est nécessaire d'accroître autant que possible et aussi vite que possible les dépenses gouvernementales en matière de formation et de reclassement de la main-d'œuvre.

C'est précisément ce dont traite ce budget. Il prévoit une série de mesures sélectives dirigées sur les secteurs à haut niveau de chômage. Il ne propose aucune augmentation aveugle des dépenses publiques ni aucun allègement fiscal général. Voici la troisième recommandation que faisait l'OCDE le mois dernier:

Malgré les difficultés rencontrées, on ne doit pas abandonner l'élaboration de politiques efficaces en matière de prix et de revenus, mais cette recherche devrait être considérée comme une opération d'ensemble à long terme, peu susceptible de réaliser des miracles.

Chacun conviendra que cette méthode n'a opéré aucun miracle au Canada. Le gouvernement poursuit ses politiques et tente d'atteindre tous ses objectifs en restant dans les limites de notre constitution. Nous ne doutons pas un instant qu'à la longue nous atteindrons ces objectifs.

L'expérience a démontré que l'actuelle période inflationniste que le Canada et d'autres pays ont l'infortune de subir est l'une des plus graves de l'après-guerre. Quelles solutions a proposées le parti conservateur-progressiste pour mettre fin à cette escalade inflationniste? Il a instamment préconisé l'adoption de politiques restrictives volontaires. Cet après-midi, le chef de l'opposition déclarait que le gouvernement a adopté ces politiques il y a un

ou deux ans et qu'il est maintenant temps de les mettre en œuvre. C'est regrettable. Voilà en fait longtemps que le gouvernement l'a fait en créant la Commission des prix et des revenus. Les conservateurs préconisent également la suppression de la taxe de vente sur les matériaux de construction. Est-il possible de croire un instant qu'un problème aussi critique peut être résolu par une mesure aussi bénigne?

La pratique sérieuse de restrictions dans tous les secteurs de l'économie est souhaitable et nécessaire. Cependant, l'OCDE, le Fonds monétaire international et le Conseil économique du Canada ont tous trois souligné que de telles restrictions ne peuvent être que le complément d'autres mesures adoptées par les gouvernements pour éteindre l'incendie de l'inflation. De fait, les propositions du parti conservateur pour mettre fin à l'inflation sont dépourvues de fondement au point d'être ridicules.

Les conservateurs ont accusé le gouvernement d'avoir fait trop peu et trop tard pour résoudre le problème du chômage. Ils préconisent maintenant des hausses gigantesques des dépenses et des réductions gigantesques des impôts. Ces mesures sont diamétralement opposées à la ligne de conduite qu'ils préconisaient il y a quelques mois. Quelle était la position du parti conservateur au début de cette année? Lors du dépôt des prévisions budgétaires de l'année courante, au mois de février, le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), le critique financier de son parti, a énergiquement condamné la hausse de 900 millions de dollars prévue dans les dépenses. Il a déclaré:

Si l'on songe qu'en 1963-1964, le total du budget des dépenses globales du gouvernement dépassait légèrement 64 milliards de dollars, on constate que la série de gouvernements libéraux que nous avons eus, a plus que doublé les dépenses gouvernementales au niveau fédéral. Or, nous nous sommes plaints de temps à autre que le gouvernement actuel a pour ligne de conduite de percevoir assez d'impôts pour couvrir ses dépenses. C'est pourquoi on nous impose constamment des surcharges et des impôts supplémentaires.

Dans le débat sur le budget en date du 12 mars, le député d'Edmonton-Ouest s'est de nouveau plaint d'une hausse prévue de 900 millions dans les dépenses en ces termes:

On ne peut donc pas dire qu'on juggle les dépenses, car si l'on voulait les juguler, si l'on voulait vraiment combattre l'inflation par des mesures fiscales, les impôts serviraient à vaincre l'inflation et non pas, simplement, à acquitter les factures que reçoit le gouvernement.

Au cours du débat sur l'Adresse, au mois d'octobre, le député d'Edmonton-Ouest a condamné la série de mesures adoptées par le gouvernement depuis le dernier budget, les qualifiant d'insuffisantes. Il a prétendu que «le gouvernement doit fournir des stimulants beaucoup plus puissants». A la Chambre, le 12 novembre, le chef de l'opposition a préconisé de fortes hausses des dépenses, faisant écho à la proposition du Nouveau parti démocratique visant à une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle on discuterait de l'élaboration d'un programme de travaux publics, de même que de dépenses considérables dans d'autres domaines.

• (9.10 p.m.)

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a aussi proposé à la même occasion des réductions d'impôt, disant que ce serait très intéressant si elles réussissaient à combattre l'inflation. Bien que sa proposition ait manqué de clarté,